Alliance nationale contre le sida - Sénégal
Semestriel de liaison - Décembre 2013 - Juin 2014

ISO 9001
BUREAU VERITAS
Certification

Plan Stratégique ANCS 2014 - 2018

ISO 9001 Version 2008 : L'ANCS, première ONG certifiée en Afrique de l'Ouest

Alliance Nationale
Contre le Sida
Sacré Cœur Pyrotechnique,
villa R 41 - Cité Keur Gorgui
Bp : 10297, Dakar - Liberté
Sénégal
Tel : (+221) 33 869 30 11
Fax : (+221) 33 827 95 02
Email : ancs@ancs.sn
Site web: www.ancs.sn

Bulletin de liaison
de l'Alliance Nationale
Contre le Sida - Sénégal
décembre 2013/juin 2014

Directrice
de Publication :
Magatte MBODJ GUEYE

Coordonnateur :
Issa NIANG
assisté
de Madeleine S. MADIOUNE DIOUF

Ont participé à ce numéro :
Massogui THIANDOUM
Léon Michel NDIONE
Aïssatou SY
Safiétou Sokhna TRAORÉ
Papa Moussa DIOP
Seynabou MBODJ
Ibrahima BÂ
Amadou FALL
Famara MANÉ
Mademba NDOYE
Mamoudou DIAW
Edouard GUEYE
Ousseynou BADIO

Maquette & mise en page :
Florence DAO NIANG
77 569 03 65

Révision :
Gaston COLY

Impression :
Imprimerie du Centre

SOMMAIRE

EDITORIAL
Plan stratégique de l'ANCS 2014 - 2018 3

ACTUALITES
Qualité : l'ANCS obtient sa certification ISO 9001 version 2008 4
Une distinction dédiée aux personnes vivant avec le VIH 6
Candlelight memorial : .....
Un taux de 38,8 % des Pv Vih victimes de stigmatisation et de discrimination 11
Plaidoyer pour l'insertion des médiateurs de santé dans la fonction publique 11
Consultation régionale sur la stratégie de l'Alliance 2013-2020 12
9e AG : la contribution de l'ANCS fortement appréciée et magnifiée par les hautes autorités 14
Financement du VIH : de la taxe Sida à la taxe Santé 16

PLAN STRATEGIQUE
Plan stratégique 2014/2018 : ambitieux et répondant aux directives du nouveau modèle de financement du Fonds Mondial 18

FONDS MONDIAL
Nouveau modèle de financement du Fonds Mondial 19
Les droits humains dans la stratégie 2014-2018 de l'ANCS 21
Dialogue au niveau du pays 23

PROGRAMME FHI 360
Sessions de convergence des communautés transfrontalières 24

SUR LE FIL
Cérémonie d'ouverture de la 17e ICASA : Mandela l'Eternel 26
La place de la société civile pas clairement définie dans le nouveau modèle de financement 27
Marche des acteurs de la société civile 28
La Chine citée parmi les pays non solidaires 29
Interventions auprès des MSM : l'expérience de l'ANCS partagée à Cape Town 30
Appui technique aux organisations de la société civile .....
Réaction Amadou Ousmane Sy 31
Allocation de 15% du budget national au secteur de la santé 33

JMS
Caravane pour la lutte contre le Sida à Kolda 34

HOMMAGES
Paul Sagna quitte l'ANCS pour le Secrétariat de l'Alliance Internationale ... 36
Barbara M. Sow quitte la direction de FHI 360 37
Hommage des acteurs de la riposte au VIH au Dr. Ibra Ndoye 38

EDITORIAL

Plan Stratégique de l'ANCS 2014 - 2018

Le Semestriel de liaison de l'Alliance nationale contre le Sida (ANCS) se veut d'être un outil de communication et d'informations sur ses interventions visant à augmenter l'accès aux programmes de santé, du VIH et à la promotion des Droits humains liés à la santé ainsi qu'à la gouvernance. C'est aussi un instrument destiné aux partenaires de mise en œuvre, aux partenaires stratégiques et aux acteurs désirant s'exprimer sur les thématiques susmentionnées, mais également sur les questions d'inégalité liées aux genres et sur la vulnérabilité des jeunes, des filles, des femmes et des populations-clé les plus exposées au risque.

Ce magazine est enfin un instrument de plaidoyer pour des actions en faveur d'un environnement propice à une réponse adaptée, efficace et efficiente, ceci dans un contexte de raréfaction des ressources. Ce qui nécessite la mobilisation de financements endogènes et qui se projette vers l'élimination du VIH, d'où la pertinence du nouveau Plan stratégique de l'ANCS 2014-2018.

En effet, aujourd'hui, le VIH/Sida peut être vaincu par la combinaison d'un engagement politique fort, des financements durables, des programmes et des stratégies efficaces et ciblées, basés sur des preuves, des résultats de qualité et une approche multisectorielle dans un environnement légal protecteur qui garantit l'équité et l'égalité dans l'accès aux services de santé. Le Plan stratégique de l'ANCS 2014-2018 s'inspire des orientations de l'ONUSIDA sur les plans

Madame Rokhaya NGUER
Présidente
du Conseil d'Administration

stratégiques de troisième génération, de la Stratégie de l'Alliance 2013-2020 et du Plan stratégique national du CNLS 2011-2015. Il traduit la nouvelle vision de l'ANCS, y compris l'élargissement de son mandat à d'autres problématiques de santé publique à partir de l'horizon 2015 et même au-delà.

L'augmentation de l'accès aux services de santé de qualité, par le truchement de l'implication, et de l'appropriation des programmes par les communautés, demeure l'un des piliers centraux de nos interventions. L'ANCS, depuis sa création en 1994, soutient les communautés et la société civile en leur offrant des ressources techniques et financières visant à renforcer, suivant une perspective multidimensionnelle, leur leadership et leurs capacités afin qu'elles puissent travailler efficacement avec les secteurs public, privé et sanitaire dans le domaine de la santé, du genre et des Droits humains.

Avec l'émergence de nouvelles problématiques de santé et de développement dans l'agenda mondial, et les nouvelles mesures relatives à l'allocation des ressources et de l'aide publique au développement, les ressources traditionnellement affectées à la riposte contre la pandémie du VIH/Sida tendent à se raréfier ou à être plus difficiles d'accès. L'essentiel des ressources est canalisé vers les pays dits à faible revenu au détriment des pays à revenu intermédiaire qui concentrent cependant plus de la moitié des PV VIH ou affectées par le VIH/Sida. Il devient impérieux de développer de nouvelles stratégies pour la mobilisation des ressources domestiques pour appuyer les réponses nationales.

Ce présent plan se veut aussi un instrument de plaidoyer et de mobilisation de tous les partenaires techniques et financiers pour combler les gaps techniques et de financement de la réponse communautaire au VIH/Sida au Sénégal, sous le leadership de l'ANCS qui s'inscrit dans une démarche de qualité. En atteste l'obtention de la certification ISO 9001 version 2008. Ce qui traduit le degré de sa maturité, de sa stabilité et de la qualité de ses programmes de lutte contre le VIH/Sida et de santé.

L'occasion est donc saisie pour remercier tous les partenaires de l'ANCS et les inviter à poursuivre leur soutien à la mise en œuvre du Plan stratégique 2014-2018 de la première ONG en Afrique de l'Ouest certifiée ISO 9001 version 2008, pour consolider et pérenniser les acquis de la réponse communautaire au VIH/Sida au Sénégal.

ACTUALITES

QUALITE

L'ANCS certifiée ISO 9001 version 2008

L'Alliance nationale contre le Sida (ANCS) vient d'obtenir sa certification ISO 9001 version 2008 pour la réalisation des programmes de lutte contre le VIH/Sida et de Santé.
Une distinction que l'organisation a dédiée aux personnes vivant avec le virus du Sida à l'occasion de la Journée mondiale consacrée aux enfants et orphelins vulnérables du Sida (OEV) célébrée le mercredi 7 mai 2014. Avec cette distinction, l'ANCS devient ainsi la première ONG certifiée ISO 9001 version 2008, en Afrique de l'Ouest.

Présidium de la cérémonie de réception de la certification ISO de l'ANCS.
de gauche à droite : Souley Diouf (Soluqua Conseils), Marceau Jacquot (Bureau Véritas), Magatte Mbodj (ANCS), Rokhaya Nguer (PCA/ANCS), Alain Manouan (Alliance Internationale), Amadou Moustapha Dia (RNP+).

Dès les premières heures de la réponse, l'Alliance nationale contre le Sida, dans une perpétuelle quête de performance, a su mettre en place des procédures administratives et financières efficientes et efficaces dans la mise en œuvre des interventions. Ce qui lui a permis de bénéficier de la confiance des partenaires financiers, stratégiques et de mise en œuvre.

Cette vaste politique soutenue de développement organisationnel et institutionnel a permis à l'ANCS d'obtenir une accréditation au-près de l'Alliance Internationale contre le Sida en 2008. Cette accréditation intervient trois ans après la sélection de l'ANCS en 2005 comme récipiendaire prin-cipale du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose pour le compte de la société civile au Sénégal.

Célébrant ses 20 ans d'existence cette année, ***« l'ANCS a su se développer et devenir de plus en plus performante dans le domaine de la lutte contre le Sida, mais aussi dans sa contribution aux problèmes de santé »,*** a souligné Magatte Mbodj, Directrice exécutive de l'ANCS.

Dans ce nouveau système de management par la qualité, les objectifs visés permettront à l'ANCS de garantir la satisfaction de ses bénéficiaires et partenaires par l'adaptation et le niveau de qualité de ses services, mais également d'être une force de proposition génératrice de valeur ajoutée auprès des bénéficiaires et des partenaires.

Toujours dans le chapitre des objectifs visés par cette certification, il s'agira pour l'ANCS de faire progresser constamment le niveau de compétence de ses collaborateurs, ses bénéficiaires et partenaires, mais aussi d'améliorer continuellement son système de management qualité.

La certification ISO 9001 permet de formaliser toutes les activités et de les maîtriser avec des objectifs clairement définis, mesurables afin de pérenniser l'organisation. Toutefois, la Directrice éxécutive de l'ANCS invite tous les acteurs de la société civile à garder la fibre communautaire. ***« Le respect des procédures ne doit pas faire de nous des bureaucrates, la flamme de la dimension communautaire doit rester toujours allumée dans nos bureaux et dans les locaux abritant toute organisation de la société civile »***, a indiqué Magatte Mbodj.

Pour terminer, la Directrice éxécutive a remercié tous ceux qui ont contribué à la réussite de cet audit de certification, citant en premier le personnel de l'ANCS qui s'est approprié du projet dès que l'initiative fut lancée. Ces remerciements sont également formulés à l'endroit du consultant qualité M. Souley Diouf du cabinet SOLUQUA Conseils qui a su encadrer et accompagner avec professionnalisme le personnel de l'ANCS jusqu'au sacre final.

Extrait du discours de la D.E de l'ANCS
Papa Moussa DIOP
Assistant suivi/évaluation
Auditeur interne Qualité

Magatte Mbodj recevant le certificat des mains du Directeur du Bureau Véritas.

Les invités lors de la cérémonie de réception de la certification ISO de l'ANCS.

Une distinction dédiée aux personnes vivant avec le VIH

En dédiant sa certification ISO 9001 version 2008 aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH) l'Alliance nationale contre le Sida (ANCS) vient rendre un hommage mérité à ces personnes qui, malgré le poids de la maladie, restent debout pour faire face à tous les défis qui interpellent la réponse à l'épidémie du VIH.

« Malgré le poids de leur statut sérologique, les PVVIH restent braves. Ce sont des personnes qui avancent et qui s'engagent de manière ferme à combattre cette pandémie du Sida », a souligné la Directrice éxécutive de l'ANCS, ajoutant que les PV VIH s'impliquent tout en ouvrant des pistes de solution à la lutte contre le Sida. En effet, poursuit Magatte Mbodj, *« les PVVIH avec qui nous travaillons ne restent pas les bras croisés, mais elles disent que, malgré le fait qu'elles soient infectées, elles se battent pour vivre positivement leur séropositivité »*.

ISO 9001
BUREAU VERITAS
Certification

L'ANCS est une organisation de la société civile en partenariat avec le RNP+. Ensemble, les deux organisations travaillent, de manière permanente, à améliorer les conditions de vie des personnes infectées. *« A ce titre, nous pensons que cette certification revient naturellement à cette cible »*, a conclu la Directrice de l'ANCS.

Aïssatou SY SEYE
Assistante Direction Pilote Processus Management et Amélioration continue

Réactions… Réactions… Réactions…

Alain Manouan, Regional Manager Africa
« Cette certification ANCS représente un couronnement pour la grande famille de l'Alliance »

« La certification, qui habituellement était seulement réservée au secteur privé, en étant attribuée aujourd'hui a l'ANCS, démontre que le secteur ONG, particulièrement le domaine que nous couvrons, peut aussi s'inscrire dans la qualité. Sans faire de l'autosatisfaction, cette certification représente pour la Famille de l'Alliance un Couron-nement, et nous encourageons les autres OL à suivre cet exemple. Le Directeur exécutif de l'Alliance Internationale, Dr Alvaro Bermejo, avait personnellement confirmé sa participation, car il tenait à être aux cotés de l'ANCS en ce moment solennel ». « Il y a 3 ans, l'ANCS avait décidé de se lancer dans le processus de certification. A l'époque, nous étions un peu inquiets, car cela demandait beaucoup d'investissements en ressources hu-maines, mais également beaucoup de temps de travail. A l'arrivée, avec cette certification, l'ANCS a encore démontré son professionnalisme et sa maturité ».

Rokhaya Nguer
PCA ANCS
« Cette certification traduit le degré de maturité et de stabilité de l'ANCS»

« … Nous pouvons dire aujourd'hui que l'ANCS a grandi en âge et aussi en sagesse. L'obtention de la certification ISO traduit le degré de sa maturité, de sa stabilité et de la qualité de ses programmes de lutte contre le VIH/Sida et de santé.
… Cette certification est le symbole d'une organisation de la société civile responsable et attentive aux attentes en matière de prévention, d'éducation, d'accompagnement et de prise en charge globale des personnes infectées ou affectées par le VIH/Sida ».

Amadou Moustapha Dia
« Le RNP+ se réjouit d'avoir été associé de fort belle manière à cette distinction ».

« C'est pour nous une joie immense de voir l'ANCS certifiée en Iso 9001 version 2008. Cette distinction symbole de bonne gouvernance et de transparence, de respect des procédures est le fruit d'une synergie entre l'ANCS et ses différents partenaires.
« Au-delà de cette distinction, nous invitons tous les acteurs à redoubler de vigilance dans la lutte contre la pandémie, surtout en ce qui concerne la prise en charge des PV VIH. Nous devons éviter les ruptures observées régulièrement entre janvier et mai. Nous invitions également tous les acteurs à multiplier les assauts dans la recherche de financement local pour pouvoir pérenniser la réponse au VIH ».

Marceau Jacquot
Directeur du BUREAU VERITAS
« La certification est un passeport pour l'international »

« La certification donne confiance à ses clients dans le monde entier sans avoir nécessairement besoin de se rencontrer. Elle est délivrée sur la base d'un référentiel international reconnu et appliqué dans plus de 100 pays. C'est un laissez-passer qui ouvre les portes à l'exportation. La certification contribuera à donner un rayonnement international à l'ANCS. Car, être certifié c'est la reconnaissance de la maîtrise de la qualité dans l'entreprise, par la mise en place d'une organisation et d'un mode de fonctionnement conformes aux exigences de la norme. La certification délivrée par BUREAU VERITAS CERTIFICATION donnera ainsi plus de confiances aux partenaires de l'ANCS ».

Souleymane Mbengue, Auditeur Interne
« Mes collègues ont très tôt compris l'enjeu de cette certification »

« Au départ, c'était un peu difficile, car la mayonnaise peinait à prendre forme.
Mais à l'arrivée, j'ai été très satisfait de la prestation de mes collègues. Franchement, depuis le début du processus, leur engagement et leur détermination ont été sans faille. C'est un projet auquel je tenais beaucoup pour l'ANCS et qui a suscité l'adhésion de tous mes collègues qui ont très tôt compris l'enjeu de cette certification Iso et son apport futur pour l'ANCS.
Cette distinction est le fruit d'un travail éminemment collégial ».

Souley Diouf,
Consultant qualité
Cabinet SOLUQUA Conseils
« En Afrique de l'Ouest, l'ANCS est la seule ONG certifiée Iso 9001 version 2008 »

« La certification est une distinction de renommée mondiale. Elle procure aux entreprises un quitus pour l'international. C'est pourquoi, le nombre d'entreprises certifiées à travers le monde ne cesse de s'accroître.
Les pays développés comptent beaucoup plus d'entreprises certifiées. Ce qui veut dire que la certification rime avec le niveau de développement.
A titre d'exemple, des études publiées en 2012 ont montré que l'Afrique compte 9 795 entreprises certifiées contre 474 574 en Europe.
Pour le Sénégal, la même étude a révélé que 48 entreprises ont été certifiées. Un nombre acceptable comparé aux autres pays de la sous-région.
Justement, en Afrique de l'Ouest, l'ANCS est la première ONG certifiée Iso. Et ça, le BUREAU VERITAS peut le confirmer ».

Propos recueillis par
Safiétou Sokhna TRAORÉ
Secrétaire/réceptionniste
Pilote Processus Gestion Administrative

ISO 9001
BUREAU VERITAS
Certification

CANDELIGHT MEMORIAL

Des bougies en hommage aux PV VIH décédées

Le Réseau national des personnes vivant avec le VIH (RNP+), de concert avec l'USAID, les associations de défense des droits humains, la FHI 360, l'Alliance nationale contre le Sida (ANCS) ainsi que tous les acteurs de la société civile impliqués dans la lutte contre le Sida, a célébré, le dimanche 18 mai 2014, la deuxième édition de la Journée de souvenir dédiée aux personnes décédées du Sida communément appelée " Candlelight mémorial ".

La place de l'Obélisque a abrité la deuxième édition de la cérémonie du "Candlelight mémorial" au Sénégal. Cette journée de souvenir est dédiée aux personnes décédées du Sida. Fêtée cette année sous le thème *« Gardons la lumière »*, elle a été une occasion pour les personnes vivant avec le VIH (PV VIH) de rendre hommage aux victimes du Sida. Le thème de cette commémoration traduit un espoir chez les PV VIH. En effet, a expliqué Mamadou Moutapha Dia, la science n'était pas aussi avancée pour donner une chance de survie à ces personnes. Aujourd'hui, la donne a changé avec les traitements antirétroviraux. Célébré depuis 1983 le troisième dimanche du mois de mai, le Mémorial international sur le Sida "Candlelight" est dédié aux victimes et héros de la lutte contre le Sida. Aussi permet-il de *« ne pas laisser dans l'oubli les souvenirs et les enseignements tirés dans la lutte contre cette maladie »*.

Un taux de 38 % des PV VIH victimes de stigmatisation et de discrimination

A l'occasion de la deuxième cérémonie du "Candlelight" au Sénégal, Amadou Moustapha Dia, Président du Réseau des personnes vivant avec le VIH (RNP+) a dénoncé les stigmatisations dont sont victimes près de 38 % des personnes atteintes par la maladie. *« C'est une opportunité pour nous de dénoncer la stigmatisation. Lançons un appel aux Sénégalais qu'on ne gagnerait pas à continuer la discrimination. Il serait plus intéressant si on s'accordait à mettre en place un environnement favorable permettant l'épanouissement des personnes vivant avec le VIH »*, a-t-il indiqué. Et d'ajouter : *« Nous venons de terminer une étude qui montre que malgré les efforts consentis, la discrimination persiste. Nous avons un taux de 38 % de personnes victimes de stigmatisation ».*

A côté, a-t-il cependant ajouté, *« il y a aussi un taux important d'auto-stigmatisation de 70 % qui nous engagent »*. C'est pourquoi *« nous saluons la bravoure de ces personnes vivant avec le VIH réunies ici, qui s'engagent à se battre contre l'auto-stigmatisation pour pouvoir réduire davantage ce fléau. »*

Marche contre la stigmatisation et la discrimination.

Plaidoyer pour l'insertion des médiateurs de santé dans la Fonction publique

La deuxième édition de la cérémonie "Candlelight" a été l'occasion pour le président du Réseau national des personnes vivant avec le VIH (RNP+) de porter le plaidoyer pour l'insertion des médiateurs de santé dans la Fonction publique.

« Nous avons enregistré, depuis quelque temps au sein des PV VIH, un corps émergent issu du mouvement communautaire et qui abat un travail extrêmement important dans l'accompagnement psycho-social de leurs pairs dans la prise en charge. Nous pensons qu'il serait bon qu'on puisse revoir leur statut en les insérant dans la Fonction publique afin de pouvoir pérenniser ce qu'elles font et de les valoriser », a avancé Mamadou Moustapha Dia.

Selon lui, ces personnes ont le droit d'être accompagnées et d'être mises dans un environnement favorable. *« C'est un aspect dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination en donnant la chance aux Sénégalais qui sont victimes du VIH d'apporter leur contribution dans le développement du pays »*, a ajouté M.Dia. Prenant la parole au nom des acteurs de la société civile, Innocent Laison de l'ONG Africaso a abondé dans le même sens. A son avis, il est important qu'on puisse reconnaître et valoriser le statut des médiateurs de santé regroupant les PV VIH. Pour sa part, Dr Safiatou Thiam, la secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS), a réaffirmé la disponibilité et l'engagement de son institution à accompagner des réseaux et asso-ciations de PV VIH. *« Il n'y aura pas de miracle, il nous faudra continuer à mobiliser le monde, les décideurs, les experts, les acteurs, les chercheurs pour la prévention, la prise en charge et la recherche »*, a-t-elle laissé entendre.

Edouard GUEYE
Chargé de communication
RNP+

CONSULTATION RÉGIONALE SUR LA STRATÉGIE DE L'ALLIANCE 2013 - 2020

Face aux nouveaux défis de l'épidémie, la grande famille de l'Alliance fait son diagnostic

Du 6 au 7 mai 2014, Dakar a abrité la Consultation régionale sur la stratégie de l'Alliance 2013 - 2020. Cette rencontre, qui a regroupé les organisations de liaison de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, fait suite à la 9e réunion des directeurs de l'Alliance Internationale qui s'est tenue à Dakar du 18 au 22 mars 2013.

Cette consultation de deux jours (6 et 7 mai 2014) est une initiative de l'Alliance Internationale organisée par son Pôle régional d'appui technique pour l'Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre et son organisation de liaison au Sénégal l'Alliance nationale contre le Sida (ANCS). Elle vise à recueillir les orientations des partenaires régionaux dans le cadre de leur planification stratégique pour les prochaines années.

Selon le responsable Afrique de l'IHAA, M. Alain Manouan, l'Alliance Internationale contre le Sida propose une stratégie globale de lutte contre le Sida focalisée sur les questions de VIH de santé et de droits humains à travers le renforcement des communautés après une vingtaine d'années d'interventions dans la région Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre.

Lancée il y a plus d'une année, la mise en œuvre et le développement de la nouvelle stratégie de l'Alliance 2013 – 2020 « VIH, santé et droits humains : appuyer l'action communautaire » préoccupe à plus d'un titre.

Ainsi à travers cette consultation, il s'agit de partager l'analyse de la situation et la revue diagnostic sur les interventions de l'Alliance Internationale en prenant en compte les nouveaux défis de l'épidémie, a fait savoir M. Manouan.

Pour la présidente du Conseil d'administration de l'Alliance nationale contre le Sida (ANCS), Rokhaya Nguer, *« toutes les actions menées par les organisations de liaison de l'Alliance internationale ont contribué à élaborer cette stratégie dont le processus a commencé avec une première consultation tenue en février 2014 »*.

Lors de cette rencontre, les spécificités de la région Afrique ont été identifiées sur la base des contextes nationaux pour aboutir à une meilleure compréhension de la région et des défis de la réponse contre le VIH, a-t-elle souligné.

Une soixantaine de participants venant de douze pays d'Afrique et d'Europe ont échangé avec les partenaires régionaux sur le modèle de l'Alliance et son approche. Ils ont partagé et validé

les résultats de l'analyse de la situation tout en définissant la valeur ajoutée des interventions de l'Alliance dans la région.

Lors de cette rencontre, les acteurs-clé ont été consultés sur les orientations stratégiques proposées par l'Alliance et des domaines de collaboration explorés à différents niveaux.

Pour rappel, l'Alliance Internationale contre le VIH/Sida, dont l'Alliance nationale contre le Sida (ANCS) constitue une organisation de liaison, est un partenariat global d'organisations nationales de la société civile, indépendantes, connues sous le nom d'organisa-tions de liaison (OL).

L'Alliance Internationale a une grande histoire dans sa contribution pour une société civile robuste et vibrante en Afrique. Actuellement, l'Alliance travaille à travers 15 organisations de liaison en Afrique, dont 6 en Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre, et 3 partenaires de mise en œuvre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, à travers le Programme MENA.

Durant ces 20 dernières années, l'Alliance Internationale à travers ces organisations de liaison, a pu répondre aux besoins des communautés affectées par le VIH, et jouer un rôle important dans la réponse au niveau local, national et régional, particulièrement en Afrique de l'Ouest.

Ce résultat a permis un fort positionnement de l'Alliance dans la région. Aujourd'hui, l'Alliance internationale est perçue comme une organisation-clé parmi les nombreux acteurs de la réponse au VIH à différents niveaux.

Ousseynou BADIO
Assistant de Programme

9e ASSEMBLEE GENERALE DE L'ANCS

La contribution de l'ANCS fortement appréciée et magnifiée par les hautes autorités

L'Alliance nationale contre le Sida (ANCS) a tenu sa 9e Assemblée générale le samedi 9 novembre 2013 dans la salle du 4 Avril du Centre international du commerce extérieur (CICES) sous la présidence effective de la ministre de la Santé et de l'Action sociale. Une occasion pour Mme Eva Marie Coll Seck d'apprécier et de magnifier fortement la contribution de l'ANCS dans le cadre de la réponse au VIH.

« *La contribution de l'ANCS dans la lutte contre le Sida au Sénégal est fortement appréciée et magnifiée par les hautes autorités du pays »,* a souligné la ministre de la Santé et de l'Action sociale Eva Marie Coll Seck, venue présider la 9e Assemblée générale de l'ANCS. Dans son discours, Mme Seck a souligné que cette *« option de l'ANCS marque encore une fois le rôle incontournable de la société civile dans la riposte face au VIH dont les résultats nous valent une reconnaissance internationale et un modèle à suivre par les pays qui se veulent ambitieux et déterminés à mettre fin à l'épidémie du VIH ».*

« Pérennisation de la réponse au VIH : ouverture, appropriation et responsabilisation ». Tel est le thème retenu cette année pour l'Assemblée générale de l'ANCS qui se propose de faire le bilan de novembre 2010 à novembre 2013. En organisant cette Assemblée générale, *« l'ANCS s'inscrit résolument dans une option de transparence et de bonne gouvernance par une approche participative, gage de la réussite des programmes communautaires »*, s'est réjouie la ministre de la Santé et de l'Action sociale.

Enfin, Mme Eva Marie Coll Seck a exhorté tous les acteurs à redoubler d'efforts et à maintenir haut le flambeau du Sénégal par des interventions efficaces et des résultats porteurs d'impact réel dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. Elle n'a pas manqué de remercier solennellement les partenaires qui appuient la réponse au VIH au Sénégal.

Pour la présidente du Conseil d'administration (PCA) de l'ANCS Rokhaya Nguer, la présence de la ministre de la Santé à cette cérémonie est la manifestation, une fois de plus, de sa grande disponibilité. *« Preuve de sa profonde conviction et ferme engagement à accompagner les organisations de la société civile à jouer un rôle capital dans la riposte contre les défis de l'épidémie du Sida et pour le bien-être des populations ».*

Selon Rokhaya Nguer, *« l'Assemblée générale permet de faire le bilan de l'exercice écoulé puis de partager les perspectives en vue d'instaurer la communication avec la base sur les orientations futures. Cette célébration, poursuit-elle, est aussi une opportunité pour discuter des questions spécifiques au VIH et relatives à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. »*

La présente assemblée générale se justifie par la nécessité d'amorcer une réflexion avec les organisations de la société civile mais également avec le gouvernement, les partenaires et le secteur privé.

Ceci pour mettre en place un dispositif institutionnel et opérationnel efficient afin de pérenniser tous les acquis de la riposte au niveau national et régional, et trouver les voies et moyens de rendre durables les résultats et les impacts déjà enregistrés. Ce qui suscitera la réflexion chez les acteurs et les partenaires sur comment anticiper pour combler les

Le Ministre de la Santé et de la Prévention Médicale, Eva Marie Coll Seck en compagnie des acteurs de la réponse au VIH.

gaps de financement des stratégies et activités prioritaires de la riposte. Pour terminer, la présidente du CA de l'ANCS a réitéré sa reconnaissance au secrétaire exécutif du CNLS, Dr Ndoye, au président du CCM, à l'ONUSIDA, à Mme Barbara Sow, Directrice de FHI 360, et à tous les autres partenaires techniques et financiers, pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer au quotidien pour accompagner l'ANCS dans sa croisade pour réduire l'impact du VIH dans les communautés.

Madeleine S. Madioune DIOUF
Assistante documentaliste et pilote Processus

Réactions… Réactions… Réactions…

Barbara Sow, Director Country FHI 360
« La pérennisation de la réponse va au-delà de la question du financement »

« Je pense qu'il faut des changements de comportement auxquels tous les acteurs doivent s'engager pour aller de l'avant, dans le combat pour l'élimination du VIH au Sénégal. La pérennisation de la réponse au VIH est une vision, celle d'arriver à éliminer le VIH.
La pérennisation, c'est avoir une vision de promotion et de gestion des maladies sexuelles et c'est notre responsabilité en tant qu'acteurs de sensibiliser les jeunes et les leaders d'opinion à s'engager davantage.

Les défis du financement se poseront toujours puisqu'il y aura à chaque fois de nouveaux arrivants ».

Demba Koné, Directeur Bureau pays ONUSIDA et représentant le CCM

« Les partenaires sont conscients du rôle que la société civile joue dans la réponse »

« Notre pays ne parviendra pas à vaincre ces maladies si la société civile n'est pas mobilisée.

Le thème de la 9e Assemblée générale de l'ANCS qu'est la pérennisation et l'appropriation, est d'actualité et nous partenaires l'avons compris. L'ONUSIDA est en pleine réflexion pour mobiliser davantage de ressources.
Ce processus est participatif et qu'il compte sur la société civile et les autres acteurs de la réponse pour y arriver ».

Dr Ibra Ndoye, Secrétaire exécutif CNLS

« Ce n'est pas parce que le Sénégal a fait d'excellents résultats qu'on doit oublier ces pathologies »

« D'importants progrès ont été réalisés contre la progression du VIH/Sida au Sénégal, mais le combat est loin d'être gagné. Ce n'est pas parce que le pays a fait d'excellents résultats, avec notamment son taux de prévalence faible (0,7 %) qu'on doit oublier ces pathologies. Les nouvelles infections ont chuté, entre 2001 et 2012 de 50 %. On est passé de 4 700 infections à 2 000 nouvelles infections. Le Sénégal est sur la bonne voie.
Notre pays a lancé la première initiative gouvernementale d'accès aux traitements antirétroviraux et a démontré scientifiquement que ces derniers peuvent permettre de diminuer à 96 % la contamination hétérosexuelle. C'est le grand problème dans les pays africains où 90 % des infections se font dans les relations homme-femme.
Dans un contexte de raréfaction des ressources, nous appelons à une solidarité internationale plus forte pour continuer à appuyer les pays africains afin de leur permettre de relever ce défi d'élimination du VIH à l'horizon 2030.

Pour les financements innovants, la Premier ministre Aminata Touré à instruit le CNLS de travailler à la pérennisation institutionnelle ainsi qu'à un nouveau modèle de financement en relation avec la Division Sida et la société civile ».

Propos rassemblés par Mademba NDOYE, Famara MANÉ et Mamoudou DIAW

FINANCEMENT DU VIH

De la "Taxe Sida" à la "Taxe Santé"

Saluant la belle initiative de la "Taxe 1 % Sida" lancée par l'ANCS, la ministre de la Santé et de l'Action sociale Eva Marie Coll Seck qui présidait la 9e Assemblée générale a exprimé son souhait de voir cette taxe prendre en charge d'autres pathologies, comme le cancer, l'insuffisance rénale, le diabète, le paludisme, la tuberculose…, bref la santé dans sa globa-lité. Ainsi, propose-t-elle de la nommer "Taxe Santé" afin que toutes les pathologies puissent bénéficier des sommes collectées à travers cette taxe 1 %.
Pour rappel, l'ANCS, aux côtés de tous les acteurs de la société civile nationale et internationale ainsi que du secteur public et privé sénégalais, avait engagé la réflexion sur l'identification et la mobilisation des ressources alternatives et novatrices pour la pérennisation du programme de lutte contre le Sida en lançant l'initiative de la "Taxe 1 % Sida". Cette initiative de mobilisation de ressources et de communication institutionnelle au niveau national consiste à convaincre les travailleurs à allouer pour le seul mois de décembre de chaque année 1 % de leur salaire à la lutte contre le Sida.

Alliance
fhi360
Le Fonds mondial
9ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE L' ANCS
Thème: « Pérennisation de la réponse au VIH:
Ouverture, Appropriation et Responsabilisation »
CICES,Samedi 9 Novembre 2013

MINISTRE DE
ET DE L'ACTI

PLAN STRATEGIQUE 2014/2018

Ambitieux et répondant aux directives du nouveau modèle de financement Fonds Mondial

Ambitieux. Le Plan Stratégique de l'Alliance nationale contre le Sida (ANCS) 2014-2018 l'est à plus d'un titre avec neuf domaines d'actions prioritaires, onze cibles directes prioritaires et quatorze partenaires-clé stratégiques. Ce Plan stratégique de l'ANCS, répondant aux directives du nouveau modèle de financement du Fonds Mondial, se veut une contribution de la société civile au programme de couverture médicale universelle récemment initié par le gouvernement, et s'appuie fortement sur les orientations stratégiques du Plan stratégique national 2014-2017.

L'ANCS a élaboré son nouveau Plan stratégique national pour la période 2014-2018. Ce plan se veut une continuité de celui de 2010-2012 avec une ouverture et un élargissement du rayon d'action de l'ANCS. Il s'inspire des valeurs de la grande famille de l'Alliance Internationale et de sa stratégie 2013-2020, du nouveau cadre d'investissement de l'ONUSIDA et ses directives sur l'élaboration des plans stratégiques de troisième génération.

Ce plan s'aligne aussi sur les directives du nouveau modèle de financement du Fonds Mondial et constitue une contribution à l'atteinte des Objectifs du Plan stratégique national du Sénégal, des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et post 2015. Le processus d'élaboration du Plan stratégique de l'ANCS a duré 6 mois, avec l'appui de l'Alliance Internationale, sous la supervision du Conseil d'administration de l'ANCS qui a veillé à ce que toutes les étapes du processus restent participatives, inclusives et consensuelles.

Le Plan stratégique de l'ANCS 2014-2018 se veut une contribution de la société civile au programme de couverture médicale universelle récemment initié par le gouvernement, et s'appuie fortement sur les orientations stratégiques du Pan 2014-2017. Il s'articule autour de neuf domaines d'actions prioritaires, onze cibles directes prioritaires et quatorze partenaires-clé stratégiques. Le cadre de résultats du Plan stratégique décrit le but, les résultats d'impact, les résultats d'effets et les résultats d'extrants en rapport avec les objectifs généraux du plan. Un cadre de suivi-évaluation a été défini pour mesurer l'atteinte des résultats en rapport avec chaque objectif stratégique. Conformément à ses nouvelles orientations, l'ANCS vise à élargir ses interventions dans d'autres domaines de santé et fait de la promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et de la protection des droits humains son cheval de bataille.

Les zones prioritaires d'intervention sont les régions du Sud, les zones transfrontalières, les pôles industriels à grande attraction, les plateformes touristiques à grande attraction, fréquentées par les populations-clé les plus exposées et enfin l'ensemble du territoire pour ce qui est des stratégies ciblées, les couples stables et des interventions de promotion de la santé et des droits humains.
L'ANCS reste fidèle à sa mission d'encourager, d'appuyer et de renforcer aux plans financier, tech-

nique, organisationnel et institutionnel, la participation des communautés dans les activités de santé publique et de droits humains, y compris celles orientées plus spécifiquement vers le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme.

Budget : Un montant de 21 641 620 390 FCFA

Le budget prévu du plan stratégique est de 21 641 620 390 FCFA pour une durée de 5 ans, allant de 2014 à 2018.

Un plan de mobilisation des ressources pour le financement du Plan stratégique sera élaboré ainsi qu'un plan de suivi-évaluation.

Afin de réussir la mise en œuvre de sa stratégie, l'ANCS compte susciter un partenariat avec les ONG internationales et nationales, les structures publiques et privées et des partenaires au développement.

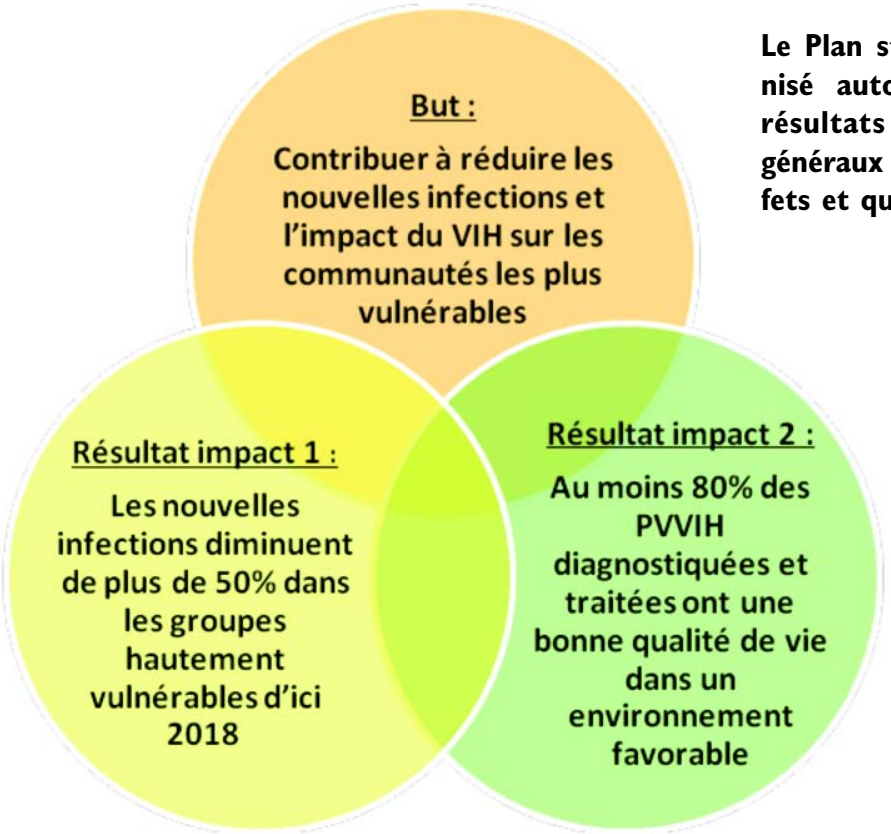
RESUME DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES 2014-2018

Basé sur les orientations définies par le CA, le Plan stratégique de l'ANCS s'articule autour de neuf domaines d'actions prioritaires, qui seront déroulés dans quatre zones d'interventions prioritaires, pour toucher onze cibles directes prioritaires, avec l'appui de quatorze partenaires-clé stratégiques.

PLAN STRATEGIQUE 2014/2018

BUT, OBJECTIFS ET CADRE DE RESULTATS DE L'ANCS POUR 2014-2018

Le Plan stratégique de l'ANCS est organisé autour d'un but commun, deux résultats d'impact, sept objectifs généraux pour vingt-neuf résultats d'effets et quarante-cinq résultats extrants.



Contexte du VIH dans le monde et au Sénégal

Malgré la baisse du nombre de personnes vivant avec le VIH/Sida soulignée dans le rapport de l'ONUSIDA sur la situation mondiale de l'épidémie, il est à craindre que les objectifs de réduction des nouvelles infections de 50 % d'ici 2015 ne soient pas atteints. Cela est dû à la persistance d'importantes lacunes en termes d'accès à la prévention, aux traitements, aux soins et soutien, en particulier pour les populations-clé à haut risque d'infection. A cela s'ajoute les menaces qui pèsent sur la disponibilité des financements, surtout pour les réponses communautaires, les lois répressives contre les minorités sexuelles, l'inégalité de genre et de sexes et ses répercussions sur la santé sexuelle et génésique des femmes et des filles, ainsi que d'autres violations des droits humains affectant les groupes marginalisés. Tous ces facteurs combinés continuent de plomber les réponses nationales au VIH/Sida dans plusieurs pays de l'Afrique. Au Sénégal, malgré la faible prévalence du VIH/Sida dans la population générale (0,7 %) on note encore une persistance des comportements à risque surtout dans les zones de forte vulnérabilité comme les régions aurifères, ainsi que de forts taux chez les travailleuses de sexe, les hommes ayant de relations sexuelles avec les hommes et les usagers de drogues injectables.

Extrait du Plan stratégique ANCS 2014 - 2018

Les Droits humains dans la stratégie 2014-2018 de l'ANCS

Pour un environnement favorable à la prise en charge

La promotion de la santé et des Droits humains est un défi important dans le contexte du Sénégal marqué par une montée de l'homophobie et une intolérance de plus en plus grandissante vers les groupes hautement vulnérables et les populations-clé les plus exposées. Cette situation de violation des Droits humains et d'homophobie constitue un obstacle sérieux à la prévention, au traitement, à la prise en charge et au soutien efficaces des populations-clé et des groupes vulnérables en matière de lutte contre le VIH au Sénégal. C'est pourquoi l'ANCS a l'ambition de se positionner pour contribuer efficacement à la prise en compte des aspects liés aux droits humains dans la lutte contre le VIH/Sida au Sénégal.

Ainsi, en collaboration avec l'IHAA, le HUB et l'ONUSIDA, l'ANCS a tenu un atelier de formation à l'intention de son Conseil d'administration à Saly du 26 au 29 novembre 2013. Cette rencontre visait à renforcer les capacités des membres de l'ANCS sur l'approche Droits humains en vue de les amener à l'intégrer dans les programmes.

Le Conseil d'administration a donné des orientations stratégiques fortes pour l'intégration des Droits humains dans le nouveau Plan stratégique de l'ANCS 2014-2018. Cette innovation marque un tournant décisif dans la vie de l'ANCS, en ce sens qu'elle élargit le champ d'action et permet à l'ANCS d'agir sur les facteurs qui génèrent la vulnérabilité des populations-clé.

L'ANCS travaillera en partenariat avec les autres organisations de la société civile, les organisations des droits de l'homme, le gouvernement, les parlementaires et les partenaires au développement pour aider à la création d'un environnement juridique et légal favorable à la promotion de la santé. L'ANCS va promouvoir un environnement légal qui facilite l'accès aux services de santé pour tous et surtout à la catégorie de la population la plus vulnérable et la plus marginalisée.

Massogui THIANDOUM
Chargé de Programme

NOUVEAU MODELE DE FINANCEMENT

Des finances souples et prévisibles

Le Conseil d'administration du Fonds Mondial a adopté un programme ambitieux visant à réformer le fonctionnement de l'organisation chargée du financement de la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds Mondial devra ainsi préférer désormais des programmes durables aux solutions d'urgence, afin de s'adapter à la nouvelle réalité économique, aux nouvelles technologies, aux avancées scientifiques et à une meilleure compréhension des profils épidémiologiques. Cette mutation ne pouvait se faire sans l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau modèle de financement, l'un des éléments majeurs de la stratégie du Fonds Mondial pour la période 2012-2016.

L'objectif ultime consiste à améliorer la capacité de soutien du Fonds Mondial aux programmes qui présentent une orientation stratégique ayant un impact plus important et plus durable dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

La stratégie du Fonds Mondial pour la période 2012-2016 fixe des objectifs ambitieux. Elle est axée sur les interventions ayant l'impact le plus fort et ciblant les principaux vecteurs des épidémies ainsi que les populations les plus vulnérables. Par ailleurs, elle prévoit que le financement doit reposer sur des stratégies nationales solides élaborées par le pays et s'attache à porter à son maximum l'impact des investissements du Fonds Mondial en travaillant avec l'ensemble des partenaires de manière à renforcer les systèmes de santé et à améliorer la santé des mères et des enfants.

Le nouveau modèle de financement est essentiel à la mise en œuvre de la stratégie du Fonds Mondial. Il a été conçu pour aider l'organisation à réaliser des investissements plus stratégiques, à s'appuyer sur des partenariats pour améliorer la qualité des programmes qu'il soutient et à intégrer les enseignements tirés du mécanisme de financement précédent, fondé sur un système de séries.

D'une demande de financement à une subvention prête à être mise en œuvre

Le nouveau modèle entraîne une modification du fonctionnement du Fonds Mondial et de la manière dont les maîtres d'œuvre ont accès aux fonds, transforment une demande de financement en une subvention prête à être mise en œuvre et gèrent cette dernière.

La nouvelle démarche repose sur une évolution de la gestion et de la répartition des ressources disponibles. Le nouveau modèle prévoit que les pays aient accès à deux sources de financement. La première, plus importante et plus prévisible, est le financement de base, qui est accordé selon une méthodologie approuvée par le Conseil d'administration et fondée sur la charge de morbidité et la capacité de paiement du pays concerné. Le pays sera informé très tôt de la fourchette indicative de financement à laquelle il appartient, ce qui lui permettra d'élaborer une demande pertinente, correspondant réellement à ses besoins.

La deuxième source, axée sur la concurrence, est le financement d'encouragement qui vise à récompenser les présentations exhaustives des besoins de grande qualité et dont le montant dépasse le financement de base alloué et/ou à optimiser le financement à l'échelle nationale.

A travers ces deux sources de financement, le nouveau modèle a pour objectif de permettre une plus grande souplesse dans la présentation des demandes de financement et une plus grande visibilité concernant les fonds disponibles, tout en encourageant les pays à exprimer de manière claire leurs besoins financiers et leur capacité à utiliser efficacement les fonds alloués pour le traitement et la prévention du Sida, de la tuberculose et du palu-disme.

Pour une meilleure responsabilisation des pays

Le nouveau modèle de financement révolutionne aussi la manière dont le Fonds Mondial s'engage auprès des partenaires et des

maîtres d'œuvre. Le dialogue avec le pays est renforcé, ce qui pousse chaque Etat à faire participer plusieurs partenaires et parties prenantes, parmi lesquels le Fonds Mondial, afin de consolider la stratégie nationale au travers d'une démarche holistique et programmatique.

Dans le cadre de ce dialogue stratégique continu, il est attendu des pays qu'ils rassemblent un ensemble de parties prenantes, notamment les principaux groupes de population touchés et les personnes malades, afin d'aborder les stratégies à adopter pour lutter contre les principaux vecteurs des maladies, de décider des interventions les plus pertinentes et de définir le meilleur calendrier de mise en œuvre. Contrairement au système précédent, le nouveau modèle prévoit un engagement, des retours d'information et des orientations réalisées au plus tôt, de manière à définir les principaux vecteurs de l'épidémie et les interventions adaptées qui permettront d'obtenir un impact le plus important possible avec les fonds des donateurs.

Dans le cadre du nouveau modèle, le Fonds Mondial et ses partenaires partagent avec les maîtres d'œuvre la responsabilité du succès de la mise en œuvre des programmes.

Enfin, le nouveau modèle de financement définit la manière dont une subvention doit être gérée, en fonction des besoins propres du pays concerné. Tourné vers l'avenir, le Fonds Mondial va adopter une démarche de gestion des subventions adaptée aux risques, mettre en place un décaissement annuel pour la plupart des subventions et appliquer un cadre de garanties interorganisationnel prévoyant un suivi ininterrompu, délaissant ainsi la démarche standard adoptée jusque-là.

En mettant en œuvre les modifications présentées ci-dessus, le Fonds Mondial souhaite s'assurer que ses fonds sont orientés vers les interventions essentielles, afin d'avoir un impact qui soit le plus important et le plus durable possible.

Massogui THIANDOUM
Chargé de Programme

Dialogue au niveau du pays

Le « dialogue au niveau du pays » est un terme qui désigne une concertation permanente menée au niveau national dans le but d'élaborer des stratégies visant à lutter contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, et à renforcer les systèmes de santé et les systèmes communautaires. Il ne s'agit pas d'un processus figé et défini, ni d'une démarche propre au Fonds Mondial. Il correspond plutôt à une série de consultations comprenant notamment la planification stratégique nationale, les examens des programmes et les examens à mi-parcours. Il comporte également des consultations spécifiques à la préparation de demandes de financement auprès du Fonds Mondial, qui prennent en compte l'ensemble des besoins non satisfaits en matière de prévention, de traitement, de prise en charge et de soutien. Le Fonds Mondial attend des demandes de financement qu'elles s'appuient sur un vaste processus de dialogue ouvert et transparent au niveau national, incluant notamment : les ministères de la Santé, des Finances et du Plan ; le secteur privé ; le secteur public ; la société civile ; des spécialistes des Droits de l'homme ; des réseaux issus des populations-clé et des organisations de femmes ; des personnes parmi les plus vulnérables aux trois maladies et les plus touchées par elles ; d'autres partenaires techniques et financiers, y compris le Fonds Mondial. Ce dernier estime qu'une forte participation des organisations de la société civile, en particulier des populations-clé, des organisations de défense de l'égalité de genre et des droits des femmes, des organisations de défense des Droits de l'homme et des organisations à assise communautaire, est indispensable à l'efficacité du processus consultatif. Les instances de coordination nationale sont tenues de s'appuyer sur cette concertation nationale pour élaborer les demandes de financement soumises au Fonds Mondial. Cela permet également de s'assurer que les groupes peu ou pas représentés dans l'instance de coordination nationale pourront participer de manière significative au processus et donner leur avis sur la demande de financement. Il s'agit en outre de veiller à ce que les obstacles à l'accès aux services de santé soient examinés et pris en compte.

À ce titre, la démarche de dialogue au niveau du pays concerne tous les aspects des subventions du Fonds Mondial, du débat sur les priorités nationales jusqu'à la mise en œuvre et au suivi stratégique de la subvention, en passant par la préparation et la négociation des demandes de financement.

Massogui THIANDOUM
Chargé de Programme

SESSIONS DE CONVERGENCE DES COMMUNAUTES TRANSFRONTALIÈRES

Traquer le virus de part et d'autre des frontières

L'ANCS a organisé deux sessions de convergences transfrontalières à Sédhiou et à Ziguinchor respectivement les 19 et 22 novembre 2013, avec la communauté bissau-guinéenne et gambienne. Le thème de ces sessions était : « Frontières et vulnérabilité lié au VIH : améliorer l'harmonisation des interventions et la coordination pour une meilleure qualité du suivi et de la prise en charge des populations-clé dans les espaces transfrontaliers ».

Il s'agit d'espaces de dialogue des communautés transfrontalières sur les problématiques liées au VIH. Elles constituent des rencontres de grande mobilisation des communautés qui vivent de part et d'autre de la frontière et permettent aux communautés qui dépendent des différents pays, d'échanger sur des préoccupations relatives au VIH.

Les autorités administratives et médicales des pays frontaliers ainsi que les partenaires et organisations de la société civile luttant contre le VIH/Sida prennent part à la manifestation afin que les communautés présentes puissent ensemble discuter sur les questions transversales aux pays et qui requierent une action des décideurs.

Les autorités au plus au niveau des régions frontalières des trois pays ont participé à ces sessions. Pour le Sénégal, ce sont les gouverneurs des régions de Sédhiou et Ziguinchor, les préfets des département, les PCR de région, les maires, les chargés de programmes du CNLS, les MCR et MCD, les ONG partenaires, les OSC et des représentants d'associations de populations-clé, etc. L'USAID et FHI360 ont été représentées à la session de Ziguinchor. Pour la Gambie, nous avons enregistré la participation du représentant du Governor of West Coast Région 2, le CCM, le CNLS, les médecins de PEC, des PS, PVVIH, MSM et des ONG partenaires.

Pour la Guinée-Bissau, nous avons noté la participation du gouverneur et du préfet de Cacheu, des médecins de PEC, des PS, PVVIH et MSM et des ONG partenaires. Au total, 100 personnes ont pris part à ces deux sessions.

Quatre axes stratégiques retenus

1. Renforcement de capacité : les prestataires, OCB, élus locaux et les autorités administratives
2. Amélioration de la prise en charge globale (traçabilité de la prise en charge des PVVIH et les populations-clé, qualité des activités de prévention IEC/CCC et CDV dans les espaces transfrontaliers.
3. Plaidoyer pour l'amélioration et la redynamisation des cadres de concertation transfrontaliers et pour un environnement institutionnel et politique favorable aux interventions en direction des populations clé dans les trois pays.
4. Renforcer les activités de coordination et d'harmonisation dans les espaces transfrontaliers à travers l'échange et le partage d'expériences pour les trois pays ainsi que l'harmonisation des outils d'intervention (orientation, référence).

Ces axes stratégiques ont été déclinés sous forme de feuille de route avec des activités. Dans chaque session, une déclaration a

engagé les différents participants autour des points suivants :

Déclaration pour les deux régions

- § Appel aux autorités gouvernementales des trois pays à adopter une politique transfrontalière de lutte contre le VIH/Sida ;
- § Appel aux autorités sanitaires de la zone transfrontalière de Ziguinchor, Sédhiou, Cacheu et West Coast Region à mettre en œuvre cette politique sanitaire ;
- § Invite aux acteurs de la réponse à travailler en synergie pour harmoniser les cadres de concertations transfrontalières, améliorer la prise en charge globale des PV VIH et les populations-clé, renforcer les capacités des prestataires de services et développer des stratégies communes de plaidoyer pour un environnement favorable aux interventions en direction des PV VIH et populations-clé ;
- § Exhortation au secteur public, au secteur privé et à la société civile à élaborer, à mettre en œuvre et à assurer le suivi des plans d'actions concertés
- § Exhortation aux collectivités locales à s'impliquer activement dans la réponse et à faciliter la recherche de financements additionnels endogènes
- § Encouragement à toute initiative locale dans le cadre de la lutte contre le VIH/Sida.

Léon Michel DIONE
Assistant de Programme
Pilote Processus Réalisation des Programmes

Présidium de la session de convergences transfrontalières Gambie/région de Sédhiou.

CEREMONIE D'OUVERTURE DE LA 17e ICASA

Mandela : "l'Eternel"

« Mandela l'Eternel, Madiba l'Immortel ». Aucun superlatif n'a été de trop pour magnifier l'œuvre et la grandeur de Madiba. Les hommages rendus à Nelson Mandela lors de l'ouverture de la 17e Conférence internationale sur le Sida et les IST en Afrique (ICASA) de Cape Town (Afrique du Sud) ont été à la dimension de l'homme. Un véritable symbole qui a été l'un des premiers chefs d'état à briser la conspiration du silence en déclarant publiquement que son fils était mort des suites de la maladie du Sida.

(Cape Town)

Portant sur le thème « Maintenant plus que jamais : vers l'objectif zéro », la 17e Conférence sur le Sida et les infections sexuellement transmissibles ICASA est dédiée à la mémoire et à l'engagement de Nelson Mandela pour lutter contre le VIH et le Sida. A l'image du cycle de l'eau implanté dans un jet, le nom du leader contre l'Apartheid est revenu sur tous les speechs. Et les différents orateurs n'ont pas manqué de rappeler l'engagement sans faille dont Madiba a fait montre pour la lutte contre le Sida.

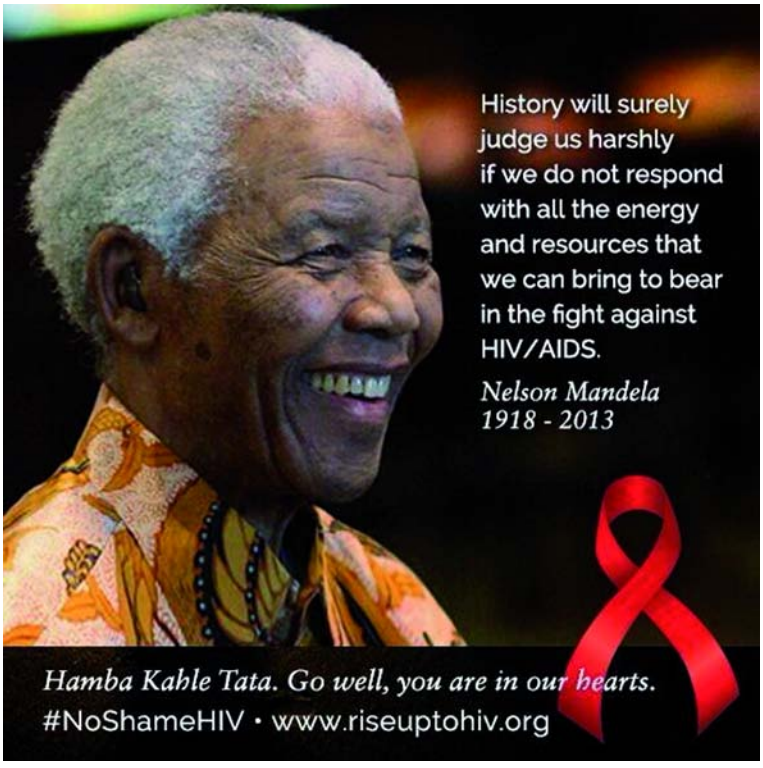
En effet, lors de la cérémonie d'ouverture d'ICASA 2005 à Abuja, au Nigeria, Mandela, dans son discours, avait profondément inspiré les participants lorsqu'il disait :

« Je suis fier que la conférence ICASA mette l'accent sur le leadership. Cependant, le leadership doit se traduire en actions concrètes et sortir des discours classiques auxquels nous avons eu droit pendant les conférences. Nous pouvons sauvegarder l'unité des familles, si nous pouvons nous assurer que ceux qui sont dans le besoin de traitement, ont accès au traitement. Nous pouvons motiver ceux qui sont, soit positif ou négatif, à mieux s'informer sur leur statut, et à faire un choix judicieux des méthodes de prévention, pour éviter de nouvelles infections à VIH », a rappelé le président de la Société africaine contre le Sida, le Pr Robert Soudré. De même, s'adressant à la conférence internationale sur le Sida à Durban en 2000, Mandela avait demandé à tous de faire de leur mieux pour endiguer la propagation du VIH et la lutte contre la stigmatisation qui freine les efforts consentis pour la réponse.

Plus de 7 000 délégués venant de l'Afrique et du monde entier ont convergé vers le Centre internatio-nal de conférence de Cap Town (CPI Cap) pour discuter et planifier des moyens plus efficaces de traiter le VIH et le Sida pandémie.

Rappelons que la cérémonie d'ouverture a été présidée par le vice-président de la République d'Afrique du Sud au Cap, l'honorable Kgalema Motlanthe.

Issa NIANG
Chargé de Communication



NOUVEAU MODELE DE FINANCEMENT DU FONDS MONDIAL

La place de la société civile pas clairement définie

La société civile sénégalaise nourrit des inquiétudes quant au nouveau modèle de financement prôné par le Fonds Mondial. Du coup, elle n'a pas manqué de le décrier lors la 17e Conférence internationale sur le Sida et les infections sexuellement transmissibles (ICASA) qui s'est tenue à Cap Town en Afrique du Sud du 7 au 11 décembre 2013.

(Cape Town)

Présente à cette rencontre, l'Alliance nationale contre le Sida, à travers les interventions de son PCA Rokhaya Nguer et de sa Directrice éxécutive Magatte Mbodj, s'est offusquée du nouveau modèle de financement du Fonds Mondial. Lors de la session de dialogue dans l'espace communautaire avec les responsables du Fonds Mondial, elles ont estimé que *« ce nouveau modèle de financement ne définit pas clairement la place de la société civile »*. *« Ce nouveau modèle de financement qui donne le lead au ministère de la Santé nous fait revenir des années en arrière et porte préjudice aux interventions de la société civile qui ne voit nullement sa place dans ce nouveau dispositif »*, regrette la Directrice éxécutive de l'Alliance nationale contre le Sida Magatte Mbodj soulignant que le financement à double voies était déjà un acquis et permettait à chaque récipiendaire principal (PR) de bien définir son plan stratégique.

La présidente du Conseil d'administration de l'ANCS Mme Rokhaya Nguer partage cette même inquiètude, surtout en ce qui concerne le rythme de mise en œuvre des programmes du Fonds Mondial au niveau des PR. *« Si je prends l'exemple de l'ANCS, elle est présentement dans la deuxième année de la phase II du Round 9 alors que d'autres PR comme le Programme paludisme et le Programme tuberculose se retrouvent dans la première année du Round 9. Face à cette difficulté, on se pose la question de savoir comment les trois PR peuvent implémenter une même proposition de financement alors qu'ils ne sont pas au même rythme de mise en œuvre »*, s'inquiète Mme Nguer.

Issa NIANG
Chargé de Communication

Avec le nouveau modèle de financement, des menaces pèsent sur ces séances de causeries menées au niveau communautaire.

MARCHE DES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE

Halte à la stigmatisation des PV VIH et à la marginalisation des populations-clé

(Cape Town)

La 17e Conférence internationale sur le Sida et les IST en Afrique (ICASA) qui s'est tenue du 7 au 11 décembre à Cape Town en Afrique du Sud, n'a pas été seulement le théâtre de sessions, de panels, de présentation et de partage d'expériences. Ce fut également un espace de protestation pour les acteurs de la société civile impliqués dans la lutte contre le Sida. En effet, ces derniers ont organisé une marche à travers les rues de la ville de Cape Town pour dire « non » à la stigmatisation des PV VIH et à la marginalisation des populations-clé.

« *Amandla…. Ngawethu !* » C'est sur fond de ce cri de ralliement populaire en langue xhosa et zulu qui signifie "Puissance…Pour nous", utilisé à l'époque de la résistance contre l'Apartheid que la marche de protestation s'est déroulée. Elle a réuni une foule immense avec diverses nationalités. Partie du stand de Human Right sous la houlée des manifestants chantant et dansant au rythme zulu, cette marche prenait de plus en plus d'ampleur au fur et à mesure que la foule avançait. Parmi les slogans scandés, on pouvait retenir :*« Non à la discrimination des PVVIH et des populations ». « Pour le respect des gouvernants face aux engagements de Abuja ».*

« Une plus grande implication des acteurs de la société civile dans les programmes étatiques ».

Ibrahima BÂ
Secrétaire Général du RNP+

A Cape Town l'ANCS a participé activement à la marche initiée par la acteurs de la société civile.

CONTRIBUTION AU FONDS MONDIAL DES PAYS DONATEURS

La Chine citée parmi les pays non solidaires

(Cape Town)

Le VIH ne préoccupe pas la deuxième puissance mondiale, la Chine. Au moment où beaucoup de pays donateurs s'investissent à améliorer sensiblement leur contribution au Fonds Mondial, la deuxième puissance mondiale qu'est la Chine traine encore les pieds. Un état de fait que ne manque pas de dénoncer le président de la Société africaine contre le Sida, le Pr Robert Soudré, estimant qu'il est temps que ***« la deuxième puissance mondiale mette davantage la main à la poche pour la levée des fonds au niveau du Global Funds ».***

Le Pr Soudré ne s'est pas arrêté en si bon chemin. En effet, il a directement interpellé le président sud-africain Jacob Zuma de porter le plaidoyer auprès des dirigeants des autres pays émergeants que sont le Brésil et l'Inde afin que la Chine puisse augmenter sa contribution au Fonds Mondial.

Issa NIANG
Chargé de Communication

La Chine invitée à soutenir la lutte contre la pandémie du Sida.

INTERVENTIONS AUPRES DES MSM

L'expérience de l'ANCS partagée à Cape Town

A ICASA 2013, l'ANCS a participé à un important panel sur les expériences et les leçons apprises des interventions auprès des MSM. Ce panel a regroupé d'éminents experts sur la question de la programmation et de la mise en œuvre des programmes ciblant les populations-clé les plus exposées, en particulier les MSM.

(Cape Town)

Les panélistes ont tour à tour communiqué sur l'expérience de leur programme en mettant en exergue les résultats et les défis tout en focalisant leur analyse sur l'hostilité de l'environnement concernant les MSM.

La présentation de M. Massogui Thiandoume, Chargé des Programmes de l'ANCS, a retenu l'attention de l'assistance compte tenu de l'expérience de l'ANCS dans le domaine. Il a fait un brillant exposé en démontrant la pertinence des interventions innovantes que l'ANCS a développé es envers ces groupes, malgré le contexte environnemental difficile au Sénégal en ce qui concerne les interventions ciblant les populations-clé.

De même, l'analyse qu'il a faite des enjeux et des défis des interventions ciblant les populations- clé dans le contexte des pays à épidémies concentrées, a retenu l'intérêt des institutions internationales présentes dans la salle, des organisations de la société civile et des acteurs de la réponse au VIH.Les participants ont magnifié l'expérience de l'ANCS et beaucoup de demandes de visites d'apprentissage ont été enregistrées à l'issue de ce panel. Le modérateur Clint Trout, Senior HIV Prevention Technical Advisor, USAID-Mali, dira que l'expérience de l'ANCS du Sénégal doit être largement partagée pour aider les pays à développer des programmes performants ciblant les populations-clé afin d'inverser la tendance de l'épidémie à VIH dans les pays africains.

Massogui Thiandoum, Chargé de Programme à l'ANCS.

Participants à ce panel :

Dr. Olufemi Fayweya, HIV Prevention Technical Advisor, Society for Family Health, Programme MSM au Nigeria : A la recherche d'un environnement favorisant

Nene Fofana, Sexual & Reproductive Health Technical Advisor, PSI, Mali, Partenariat National pour améliorer les programmes MSM au Mali : Un équilibre complexe

Massogui Thiandoum, Program Manager, Alliance nationale contre le VIH, Sénégal, Le soutien des communautés envers les po-pulations-clé : Cas des MSM au Sénégal

Modibo Maïga Directeur régional, Futures Group, Ghana : Environnement favorisant l'implication des parties-clé dans la politique de plaidoyer pour les programmes MSM Afrique de l'Ouest

Modérateur, **Clint Trout,** Senior HIV Prevention Technical Advisor, USAID-Mali.

Issa NIANG
Chargé de Communication

APPUI TECHNIQUE AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Encore des contraintes dans les modalités et les procédures d'accès

En ce qui concerne l'appui technique destiné aux organisations de la société civile dans la région africaine, l'heure n'est pas encore au décollage. En effet, force est de reconnaître que des contraintes existent encore dans les modalités et les procédures d'accès aux fournisseurs d'appui technique. C'est, en tout cas, ce qui est ressorti des échanges d'un panel portant sur l'appui technique aux organisations de la société civile dans la région africaine lors de la 17e ICASA, tenue du 7 au 11 décembre 2013 à Cape Town en Afrique du Sud.

(Cape Town)

Cette session a regroupé les organisations communautaires et les fournisseurs d'appui technique dans la région africaine. Autour de la table de discussion, on notait la présence du Directeur exécutif d'OASYS Financial & Management Services, un cabinet d'appui technique basé à Dakar, un responsable du Dispositif d'appui technique (DAT) de l'ONUSIDA et le HUB de Alliance Internationale VIH/Sida pour l'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, toutes ces deux institutions étant basées à Ouagadougou (Burkina Faso). Le panel a vu aussi la participation de représentants de dispositifs internationaux d'appui technique aux acteurs des subventions du Fonds Mondial tels que BACKUP Initiative (GIZ) et l'Initiative 5 % FEI du Gouvernement français.

Le thème principal de la discussion était de voir « ***comment les organisations de la société civile peuvent-elles accéder facilement à ces dispositifs d'appui technique*** », explique le facilitateur Innocent Laison, Directeur exécutif d'Africaso. Les débats ont porté sur les difficultés et les contraintes aussi bien au niveau des besoins de la société civile, des modalités de formulation des demandes d'appui technique, qu'au niveau des procédures souvent compliquées desdits dispositifs d'appui technique.

Du côté des pourvoyeurs d'appui technique qui étaient représentés dans le panel de discussion, il est nécessaire que la société civile se réorganise et articule mieux ses besoins d'appui technique dans le cadre des subventions du Fonds Mondial. En effet, disent-ils, les systèmes et les procédures, tels qu'ils sont développés par les dispositifs d'appui technique sont orientés vers des activités qui ont de la valeur ajoutée pour les résultats et les perfor-mances des subventions du Fonds Mondial sur le terrain. Les besoins classiques de la société civile en renforcement de capacités organisationnelles et institutionnelles bien que très importantes ne sont pas les priorités de ces dispositions qui sont conçues pour des activités ponc-tuelles de sauvetage ou d'accélération de subventions. Les fournisseurs d'appui technique invitent la société civile à ne pas perdre de vue cet aspect de l'appui technique existant et de se préparer en conséquence. Les organisations de la société civile doivent articuler leurs besoins d'appui technique par rapport au rôle qu'elles jouent dans les subventions du Fonds Mondial (meilleure présence ou représentation au CCM, renforcement de systèmes de gestion programmatique ou financière pour assumer le rôle de PR ou SR, etc.).

Les besoins d'appui technique de la société civile se situent à deux niveaux : l'appui à court et moyen terme qu'elle peut obtenir de projets tels que GMS, BACKUP Initiative ou l'Initiative 5 % lorsqu'il est démontré l'impact d'un tel appui dans la mise en œuvre des subventions du Fonds Mondial et l'appui à long terme qui concerne leur développement organisationnel. Pour le moment, la meilleure stratégie pour les organisations de la société civile serait de se positionner en fonction de leur place dans la mise en œuvre des subventions du Fonds Mondial au niveau de leur pays et de justifier leurs

demandes d'appui technique par ce rôle clé qui est reconnu par le principe de la dualité des financements du Fonds Mondial.

Les échanges au cours de ce panel devront, selon le facilitateur, se poursuivre au niveau des pays afin que l'on procède au diagnostic des capacités.

Une fois ce diagnostic posé, *« on pourrait voir quels sont les besoins qui restent à combler et bâtir un plan de renforcement de capacités digne de ce nom »*, a relevé Innocent Laison.

Issa NIANG
Chargé de Communication

Une équipe de l'ANCS en appui technique à Demba Cané (département de Kanel, région de Matam).

Commentaire de M. Ousmane Amadou Sy (Directeur exécutif du Cabinet OASYS) :

« Le problème de la société civile dans l'accès aux ressources d'appui technique, c'est qu'elle n'exploite pas le canal du « dual track financing » que le Fonds Mondial a érigé en principe d'octroi des subventions. L'Etat et la société civile ont les mêmes rôles et responsabilités dans l'arrangement des subventions du Fonds Mondial au niveau pays. La société civile ne fait pas assez de plaidoyer structure pour faire endosser/valider ses demandes d'appui technique par les niveaux intermédiaires mis en place par les dispositifs d'appui technique existants : CCM, conseillers en coopération, ambassades des pays pourvoyeurs d'appui technique, systèmes des Nations Unies, etc.

ALLOCATION DE 15 % DU BUDGET NATIONAL AU SECTEUR DE LA SANTE

Les députés invités à voter une loi pour son application effective

A l'image de tous les députés des pays africains, les parlementaires sénégalais sont aussi invités à voter une loi pour l'application effective de l'allocation de 15 % du budget national au secteur de la santé.

(Cape Town)

Le virus et les antirétroviraux n'ont pas été les seuls éléments au menu des travaux de la 17e Conférence internationale sur le Sida et les IST en Afrique (ICASA) qui s'est tenue du 7 au 11 décembre 2013 à Cape Town, en Afrique du Sud.

En effet, la question du financement des systèmes de santé en Afrique a été agitée, notamment l'allocation de 15 % du budget national au secteur de la santé. Un engagement qu'avaient pris les chefs d'Etats africains en 2001 à Abuja au Nigeria. A l'heure actuelle, seuls quatre pays ont eu à respecter cet engagement.

Fort de ce constat, le président de la Société africaine contre le Sida, le Pr Robert Soudré, est monté au créneau pour le déplorer et demander aux parlementaires des différents pays africains de voter une loi permettant l'application effective de cet engagement.
En tout cas, le député Barthélémy Dias qui avait refusé de voter le budget du ministère de la Santé et de l'Action sociale sous prétexte que ce budget est insuffisant pour résoudre les problèmes de santé des populations, a de quoi reprendre du poil de la bête avec cette interpellation, car le Sénégal se situe à moins de 10 % de son budget pour la santé. En votant une telle loi, le Pr Soudré considère que c'est une manière pour les pays africains de participer au financement local du secteur de la santé, particulièrement de la lutte contre le Sida où 80 % des ressources proviennent de l'extérieur.

Issa NIANG
Chargé de Communication

Les députés sénégalais invités à voter une loi pour rendre effective l'allocation de 15 % du budget national au secteur de la santé.

JMS

CARAVANE DE MOTOS JAKARTA POUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA A KOLDA

Vroom… Vroom… ! En route pour le dépistage

« Un conducteur et son client se dépistent ». Tel est le slogan de la caravane de motos Jakarta initiée par les acteurs de la société civile de la région de Kolda, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida. Habillée à l'effigie de l'Alliance nationale contre le Sida (ANCS), cette caravane de motos Jakarta a sillonné toutes les artères de la capitale du Fouladou sensibilisant ainsi les populations à connaître leur statut sérologique. Au total, plus de 306 personnes de la commune ont été dépistées.

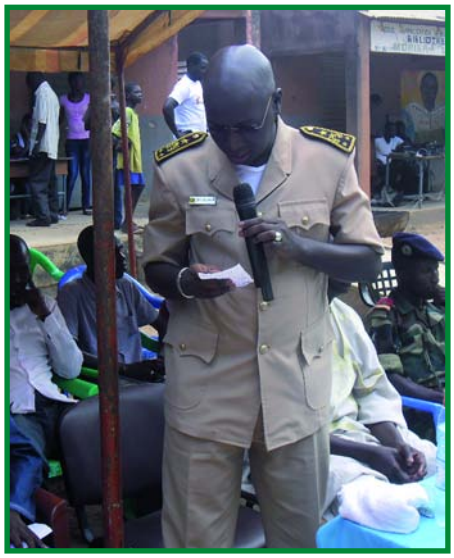
A l'instar de la commu-nauté internationale, la région de Kolda, située au sud-est du Sénégal et présentant l'un des taux de prévalence les plus élevés du pays (2 %), a célébré la Journée mondiale de lutte contre le Sida à travers une initiative très innovante. Celle-ci, initiée par les acteurs de la société civile sous le leadership de l'Alliance nationale contre le Sida, a consisté à la mise en place d'une caravane de motos Jakarta sillonnant les artères de la capitale du Fouladou. Avec, en bandoulière, des actions de sensibilisation autour du slogan : *« Un conducteur et son client se dépistent ».*

Bénéficiant d'arrêté préfectoral autorisant la caravane de motos Jakarta à travers les artères de la ville de Kolda, les initiateurs de cette randonnée ont retenu trois itinéraires pour mieux impliquer les populations et les sensibiliser sur l'importance du dépistage.

Le premier groupe est parti de l'église de Kolda, la deuxième vague s'est fixée comme point de rassemblement derrière la gouvernance et enfin un troisième groupe a quitté la localité de Saré Kémo. Tous ont convergé vers l'école Abdoulaye Diallo où les autorités administratives, médicales, élus locaux, religieuses, chefs coutumiers, partenaires et autres responsables de services attendaient. Une équipe de dépistage est installée sur les lieux afin de permettre aux personnes sensibilisées de connaître leur statut sérologique.

Nourou DIALLO
Point Focal ANCS Kolda

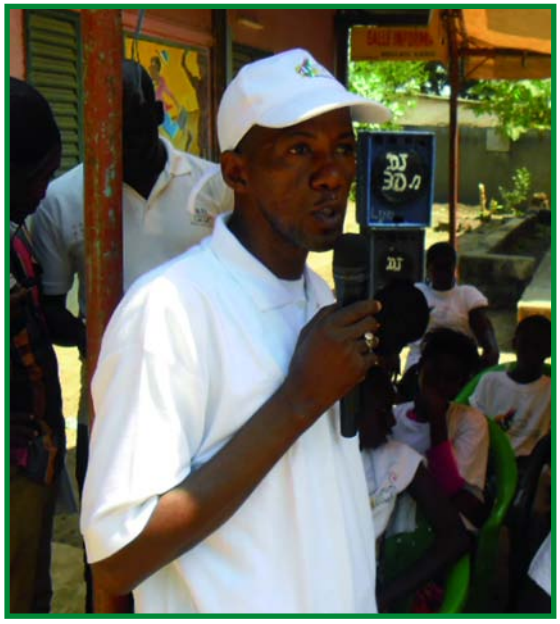
Réactions… Réactions… Réactions…



Bouya Amar
Le préfet de Kolda
Il a salué l'engagement de la jeunesse dans le processus ainsi que l'appui des partenaires techniques et financiers qui ont bien voulu accompagner le processus. Il a invité chaque citoyen à faire son test de dépistage et de sensibiliser ceux qui sont restés en marge que le combat contre la pandémie est aussi le leur.

Abdoulaye Mangane
Le médecin-chef de district
Il a fait un bref rappel historique de la journée et sur le taux de prévalence de la région. Il a affirmé son ouverture à toutes les initiatives des populations pour réduire les risques de contamination et de dissémination et a assuré que ses agents seront au service des communautés. Il s'est réjoui enfin de voir cette forte mobilisation.

Nourou Diallo Point Focal ANCS/Kolda, prenant la parole devant les partenaires de la région.



HOMMAGES

PAUL SAGNA QUITTE L'ANCS POUR LE SECRETARIAT DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE

La Société Civile rend hommage à un de ses responsables, ex-PCA de l'ANCS

Quand la société civile tient son Paul, le livre d'or ouvert pour rendre hommage à M. Sagna, affiche l'éclat. Un éclat lumineux tant les dix années passées à la tête de l'ANCS sont éblouissantes.
On n'est pas loin du Saint-Paul. Habemus Paul.

Paul Sagna, ex PCA de l'ANCS.

Les acteurs de la société civile impliqués dans la lutte contre le Sida ont tenu à rendre un vibrant hommage à M. Paul Sagna, ancien Président du Conseil d'admi-nistration de l'ANCS et ex-Directeur exécutif de Sida Services, aujourd'hui appelé à servir au secrétariat de l'Alliance Internationale à Brighton. Lors de la cérémonie organisée à cet effet dans les locaux de Sida Services, aucun superlatif n'a été de trop pour magnifier le leadership et la contribution de Paul dans la réponse nationale au VIH. L'émotion était visiblement à la grandeur de l'illustre homme lorsque les acteurs ont tour à tour pris la parole pour saluer l'engagement, la détermination, l'esprit de dialogue et de consensus qui animait Paul Sagna. Son leadership a toujours accompagné la mise en œuvre du programme Fonds/Mondial ANCS. L'homme a su veiller aux destinées de cette organisation de la société civile jusqu'à en faire une renommée à travers la réponse nationale, régionale et internationale.
Des associations de personnes vivant avec le virus du Sida ainsi que des populations-clé, aux membres du Conseil d'administration en passant par les membres de l'Organe exécutif de l'ANCS, ainsi que des organisations communautaires de base, les témoignages sont unanimes. Plus élogieux les uns que les autres, chacun de ces témoignages a étalé une parcelle d'éclair de Paul.

Au cours de son mandat de président du Conseil d'administration de l'ANCS, Paul Sagna a, durant ses 10 ans d'exercice, beaucoup apporté aux débats de cette instance et a su faire partager son expérience dans le cadre de la réponse au VIH.

D'ailleurs, lors de la dernière Assemblée générale de l'ANCS, qui s'est tenue juste après son départ à la tête du Conseil d'administration, Paul Sagna, saluant les performances réalisées dans le cadre de la réponse au VIH, disait : *« Rien que ces performances devraient permettre à l'organisation de prétendre à une certification. »*
Aujourd'hui que l'ANCS a décroché sa certification, on peut dire que vous avez été un président visionnaire ayant su apporter un soutien total à l'organisation.
Tous les acteurs de la réponse nationale au VIH vous souhaite plein succès dans vos nouvelles fonctions et prie le Seigneur de vous accorder une longue vie.

Issa NIANG
Chargé de Communication

BARBARA M. SOW QUITTE LA DIRECTION DE FHI 360

Collier d'émotions chez la plus sénégalaise des Américaines

La plus sénégalaise des Américaines, Barbara Mc Kinney Sow, a quitté la Direction de FHI 360 pour le poste de représentante de l'UNFPA au Cameroun, après plus de dix années passées au "pays de la Téranga". Dix années pendant lesquelles, Barbara, comme elle aimait se faire appeler, a donné tout ce qu'elle avait comme énergie pour contribuer à la riposte nationale au VIH/Sida et à la promotion de la santé de la reproduction.

A la tête du Bureau Pays de FHI 360 depuis 2003, Barbara M. Sow a été pendant toute cette période directrice du Bureau Pays de FHI 360 et Chief of Party de la composante VIH/Sida et tuberculose du Programme santé de l'USAID, titres qu'elle a su porter avec vision, clairvoyance et transparence. Son départ intervient quelque temps après l'unification des différents projets/programmes menés par FHI 360 au Sénégal, à savoir les programmes Gouvernance et Paix, et Education de base de l'USAID.

Les qualités humaines et professionnelles de Barbara ont été d'un grand apport pour le pays. Non seulement, elles ont marqué les programmes financés par le Gouvernement américain, mais elles ont surtout été déterminantes dans la mise en place d'un cadre stratégique efficace avec le CNLS, la société civile et l'ensemble des bailleurs de la réponse au VIH au Sénégal. La confiance renouvelée du bailleur qu'est l'USAID témoigne d'une rigueur exemplaire dans la mise en œuvre des programmes de santé de FHI 360 au Sénégal. Et selon elle, ***« il ne s'agit pas là de performances individuelles mais plutôt d'une synergie efficace »***.

Incontestablement, cette synergie est une des plus grandes réussites de l'Américaine aux gris-gris. En effet, parmi les mots qu'elle répétait le plus souvent en réunion, on peut noter ***« consensus », « dialogue », « appropriation », « flexibilité »,*** autant de termes qui montrent à quel point l'esprit d'équipe et le mouvement d'ensemble prévalaient sur tous les autres aspects de son travail. Cela se percevait au sein de ses équipes mêmes, mais aussi dans la collaboration avec tous les acteurs de la réponse nationale au VIH/Sida, à l'Etat et la société civile.

Aujourd'hui, c'est un tout autre défi que Mme Sow va relever au pays des "Lions indomptables", en tant que représentante de l'UNFPA dans un pays ou le taux de mortalité maternelle a presque doublé en 10 années. Nul doute qu'elle détienne déjà toutes les clés pour résoudre cette nouvelle équation, car il faut compter dans l'arsenal de Barbara, au-delà des connaissances en programmes de développement et des expériences variées, ses ***« petits gestes de respect »*** envers les forces mystiques, comme le fait de verser de l'eau devant la porte avant de sortir le matin ou encore le fait de soulever ses pieds en traversant les rails.

Bon vent et bon courage à Barbara et vivement le retour au "Pays de la Téranga" qui lui a donné énormément de choses, notamment un époux et de beaux petits enfants.

Amadou FALL,
Information and Communication Officer
FHI 360

HOMMAGE DES ACTEURS DE LA RIPOSTE NATIONALE AU VIH AU DR IBRA NDOYE

L'homme dans toutes ses dimensions tel que vécu par ses collaborateurs

Les acteurs de la riposte nationale au VIH, les partenaires techniques et financiers ont rendu le 26 mars 2014, un vibrant hommage au Dr Ibra Ndoye, ancien Secrétaire exécutif du CNLS, qui a consacré presque toute sa carrière à la lutte contre le Sida. C'était à l'occasion d'une cérémonie que le Conseil national de lutte contre le Sida a organisée en l'honneur de celui qui fut son Secrétaire exécutif avant de passer le témoin au Dr Safiatou Thiam.

Une cérémonie certes détendue, parce que l'homme à qui l'hommage a été rendu l'est, mais empreinte d'émotion, car tous ceux qui ont eu à témoigner sur la personne l'ont fait avec le cœur, en toute objectivité. Le personnel du CNLS, la société civile, les religieux, les secteurs ministériels, les personnes vivant avec le VIH, les partenaires techniques et financiers avaient tous dans leur témoignage, un dénominateur commun : Dr Ndoye. Le Dr Ibra Ndoye, c'est le culte du travail, la générosité dans le partage des connaissances, l'esprit de dépassement et la tolérance.

L'hommage rendu au Dr Ibra Ndoye , ancien Secrétaire exécutif du CNLS a rassemblé plus de 200 personnes venues d'horizons divers. C'était pour tous ceux qui ont eu à travailler avec lui, une opportunité, soit pour partager une expérience vécue, soit pour raconter des anecdotes, soit pour témoigner de son esprit de tolérance, son sens du travail, et son ambition de relever tous les défis dans la lutte contre le Sida.

La Secrétaire exécutive Dr Safiatou Thiam, l'élève qui a remplacé le maître, voit en Dr Ndoye, au-delà des relations professionnelles, un père qui s'est comporté avec son personnel, comme un patriarche veillant sur ses enfants jusqu'à leur passer leurs caprices. Et c'est grâce à son investissement et à son énergie que la lutte contre le Sida au Sénégal peut se targuer aujourd'hui d'être citée parmi les plus grandes réussites en Afrique, dira la Secrétaire exécutive du CNLS.

Le tableau de Kalidou Kassé intitulé ***« La marche vers l'espoir »*** que le personnel du Secrétariat exécutif du CNLS a offert à son ancien patron résume le chemin parcouru.

Magatte Mbodj Secrétaire exécutive de l'Alliance nationale contre le Sida, qui a parlé au nom de la société, a emboîté le pas au Dr Safiatou Thiam avec des anecdotes, des expériences vécues, les unes aussi riches que les autres, mais, dont le maitre mot demeure : la générosité dans le partage des connaissances, le culte du travail, la tolérance envers l'autre, le leadership et l'esprit de dépassement.

Le tempo était le même pour le secteur public dont l'implication a permis d'avoir une réponse multisectorielle. Les personnes vivant avec le VIH n'ont pas été en reste. Elles ont témoigné de la longue marche qu'elles ont eue avec Dr Ndoye, marche qui s'est soldée par d'importants acquis dont le plus important : la gratuité des ARV. Dr Ndoye, c'est aussi pour les personnes vivant avec le VIH, en particulier les femmes, le père qui a donné toute l'assistance à ses enfants dans un environnement très difficile avec des sensibilités qu'il fallait aborder dans la plus grande diplomatie.

Les religieux musulmans et chrétiens y sont aussi allés, en rappelant que c'est le Dr Ndoye qui, dès l'ap-

parition des premiers cas de VIH au Sénégal, dans sa vision prospective, a senti la nécessité de les impliquer dans la riposte nationale dans un Sénégal composé de 95 % de musulmans, où musulmans et chrétiens se sont donnés la main pour contribuer de manière significative à stabiliser le taux de prévalence.

Le système des Nations Unies à travers l'équipe conjointe, de l'ONUSIDA par la voix de son directeur régional ont tous vanté les qualités professionnelles et humaines de Dr Ndoye qui, selon le directeur régional de l'ONUSIDA, n'est pas seulement un expert pour le Sénégal, mais l'expert de l'Afrique, voire du monde.

Mais qui connaît mieux Dr Ndoye qu'Eva Marie Coll Seck. L'actuelle ministre de la Santé formait avec Dr Ibra Ndoye et Pr. Souleymane Mboup, le trio gagnant dans les stratégies mises en œuvre dans la lutte contre le Sida depuis 1986.
C'est en tant qu'acteur de la riposte nationale au VIH depuis 1986 et en tant que ministre de la Santé que Eva Marie Coll Seck a témoigné des qualités de la personne reconnues de tous les acteurs en demandant au Dr Ndoye, de se reposer et de profiter de la vie, ayant assez donné à la lutte contre le Sida. Mais ce repos ne sera pas de sitôt, puisque Dr Ndoye lui-même, dira qu'il a certes finit sa mission à la tête du CNLS, mais qu'il se met à la disposition du Sénégal, car ayant encore l'esprit jeune et l'esprit au travail. Aux plus jeunes qui sont dans la riposte au VIH, il a demandé de poursuivre le travail entamé et de continuer à rehausser le Sénégal parmi les pays ayant donné les meilleurs résultats.

Seynabou MBODJ
Chargée de Communication

Les acteurs de la société civile rendant hommage au Dr. Ibra Ndoye.

BUREAU VERITAS
Certification

ANCS (Alliance Nationale Contre le Sida)

CITE KEUR GORGUI VILLA R41 Dakar BP: 10297

Dakar-liberté/Sénégal

Bureau Veritas Certification Certifie que le système de management de l'organisme susmentionné a été audité et jugé conforme aux exigences de la norme :

Standard

ISO 9001 : 2008

Domaine d'activité

REALISATION DES PROGRAMMES DE LUTTE

CONTRE LE VIH/SIDA ET DE SANTE

Date de début du cycle de certification: **28 Avril 2014**

Sous réserve du fonctionnement continu et satisfaisant du système de management de l'organisme, ce certificat est valable jusqu'au**: 27 Avril 2017**

Date originale de certification : **28 Avril 2014**

Affaire n° : 8448196 **Date : 29 Avril 2014**

Omar BENAICHA
Directeur Général

Patrick LIBIHOUI
Vice-Président Nord-Ouest
Afrique Centrale

cofrac
CERTIFICATION D'ENTREPRISES & DE PERSONNELS
ACCREDITATION N° 4-0535
PORTEE DISPONIBLE SUR WWW.COFRAC.FR

MIXTE
FSC FSC® C021755

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Maroc – 7, boulevard de la résistance, 20.310 Casablanca - Maroc

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du système de management peuvent être obtenues en consultant l'organisme. Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez téléphoner au : 00 212 522 543 540.